



61, rue Henri Regnault – 92075 PARIS LA
DEFENSE CEDEX

M.A.J

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

M.A.J

Société anonyme
RCS Bobigny 775 733 835

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

A l'assemblée générale de la société M.A.J,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société M.A.J relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Comme indiqué dans le paragraphe « Immobilisations financières » de l'annexe aux comptes annuels, la valeur d'utilité des titres de participation est déterminée, pour une participation donnée, en fonction de sa contribution à l'actif net consolidé, de sa rentabilité et de ses perspectives d'avenir. Une dépréciation est constituée lorsque la valeur d'utilité est inférieure à la valeur nette comptable. Nous nous sommes assurés de la pertinence des approches mises en œuvre par la société sur la base des éléments disponibles à ce jour, ainsi que du caractère raisonnable des hypothèses et des évaluations qui en résultent.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assuré que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le Commissaire aux comptes

Mazars

Paris La Défense, le 6 mai 2024



Francisco Sanchez

Associé

COMPTES ANNUELS

M.A.J.

Société anonyme

31 CH. LATERAL AU CHEMIN DE FER 93500 PANTIN

DATE DE CLOTURE : 31/12/2023

Bilan actif (en euros)

BILAN-ACTIF	Exercice 2023			Exercice 2022
	Brut	Amort. Dépréc.	Net	Net
Capital souscrit non appelé (I)	0		0	0
Frais d'établissement	350	350	0	0
Frais de développement	1 750	1 750	0	0
Concessions, brevets et droits similaires	4 342 536	4 022 561	319 974	445 426
Fonds commercial	44 711 136	13 818 932	30 892 203	30 892 203
Autres immobilisations incorporelles	34 496 734	0	34 496 734	34 567 647
Avances sur immobilisations incorporelles	0	0	0	0
TOTAL immobilisations incorporelles	83 552 505	17 843 594	65 708 911	65 905 276
Terrains	10 820 475	0	10 820 475	10 820 475
Constructions	153 380 067	102 408 324	50 971 743	48 834 813
Installations techniques, matériel	306 259 895	220 302 513	85 957 381	85 362 997
Autres immobilisations corporelles	389 987 415	211 591 199	178 396 216	159 275 457
Immobilisations en cours	43 885 763	0	43 885 763	28 802 168
Avances et acomptes	1 057 865	0	1 057 865	1 123 974
TOTAL immobilisations corporelles	905 391 479	534 302 036	371 089 443	334 219 884
Participations par mise en équivalence	0	0	0	0
Autres participations	1 511 166 247	168 842 272	1 342 323 974	1 263 886 572
Créances rattachées à des participations	0	0	0	0
Autres titres immobilisés	4 008	1 244	2 764	2 764
Prêts	24 312	0	24 312	27 434
Autres immobilisations financières	66 513 534	1 485 376	65 028 158	1 720 814
TOTAL immobilisations financières	1 577 708 101	170 328 893	1 407 379 208	1 265 637 584
TOTAL ACTIF IMMOBILISE (II)	2 566 652 085	722 474 523	1 844 177 562	1 665 762 744
Matières premières, approvisionnements	12 258 348	0	12 258 348	12 124 669
En cours de production de biens	0	0	0	0
En cours de production de services	0	0	0	0
Produits intermédiaires et finis	255 000	0	255 000	255 000
Marchandises	2 541 849	0	2 541 849	2 618 895
TOTAL Stocks	15 055 198	0	15 055 198	14 998 564
Avances et acomptes versés sur commandes	241 018	0	241 018	173 309
Clients et comptes rattachés	43 288 022	10 156 126	33 131 896	187 189 746
Autres créances	469 663 742	0	469 663 742	369 171 174
Capital souscrit et appelé, non versé	0	0	0	0
TOTAL Créances	512 951 764	10 156 126	502 795 638	556 360 920
Valeurs mobilières de placement	4 116	0	4 116	4 116
Disponibilités	127 372 826	0	127 372 826	8 695 430
TOTAL Disponibilités	127 376 942	0	127 376 942	8 699 546
Charges constatées d'avance	4 203 259	0	4 203 259	3 426 484
Total ACTIF CIRCULANT (III)	659 828 181	10 156 126	649 672 055	583 658 823
Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)	0		0	0
Prime de remboursement des obligations (V)	0		0	0
Écarts de conversion actif (VI)	820 916		820 916	34 241
TOTAL GENERAL (I à VI)	3 227 301 181	732 630 648	2 494 670 533	2 249 455 808

Bilan passif (en euros)

BILAN-PASSIF		Exercice 2023	Exercice 2022
Capital social ou individuel	dont versé : 142 515 408	142 515 408	142 515 408
Primes d'émission, de fusion, d'apport,		161 052 624	161 052 624
Écarts de réévaluation	dont écart d'équivalence 0	11 159	11 159
Réserve légale		14 251 541	14 251 541
Réserves statutaires ou contractuelles		0	0
Réserves réglementées	dont réserve des prov. fluctuation des cours : 0	0	0
Autres réserves	dont réserve achat d'œuvres originales d'artistes : 0	262 876 719	303 475 802
TOTAL Réserves		277 128 260	317 727 343
Report à nouveau		0	0
RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)		214 423 988	69 404 998
Subventions d'investissement		372 413	401 496
Provisions réglementées		185 316 033	172 240 022
TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)		980 819 885	863 353 050
Produit des émissions de titres participatifs		0	0
Avances conditionnées		0	0
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES (II)		0	0
Provisions pour risques		18 276 230	11 280 976
Provisions pour charges		16 874 784	15 884 233
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (III)		35 151 014	27 165 209
Emprunts obligataires convertibles		0	0
Autres emprunts obligataires		0	0
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		122 063 022	3 289 378
Emprunts et dettes financières divers	dont emprunts participatifs : 0	1 112 680 037	1 108 191 352
TOTAL Dettes financières		1 234 743 059	1 111 480 730
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		0	0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		79 578 525	85 751 165
Dettes fiscales et sociales		102 811 290	98 863 203
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		20 419 279	18 810 342
Autres dettes		3 159 806	7 104 736
TOTAL Dettes d'exploitation		205 968 900	210 529 446
Produits constatés d'avance		37 393 652	36 715 840
TOTAL DETTES (IV)		1 478 105 612	1 358 726 018
Écarts de conversion passif (V)		594 022	211 531
TOTAL GENERAL - PASSIF (I à V)		2 494 670 533	2 249 455 808

Compte de résultat (en euros)

COMPTE DE RESULTAT	Exercice 2023			Exercice 2022
	France	Exportation	Total	
Ventes de marchandises	1 160 505	269 114	1 429 619	1 722 767
Production vendue biens	0	0	0	0
Production vendue services	840 255 823	1 022 216	841 278 039	759 625 502
Chiffres d'affaires nets	841 416 329	1 291 329	842 707 658	761 348 269
Production stockée			0	0
Production immobilisée			0	0
Subventions d'exploitation			-1 111 445	2 222 890
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges			16 357 819	15 119 603
Autres produits			58 943 148	48 823 672
Total des produits d'exploitation (I)			916 897 180	827 514 434
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			171 589	693 210
Variation de stock (marchandises)			77 046	-80 704
Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)			68 016 131	66 381 436
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			-112 513	-1 206 812
Autres achats et charges externes			217 362 965	207 455 085
Impôts, taxes et versements assimilés			24 511 659	18 611 097
Salaires et traitements			208 682 204	194 429 180
Charges sociales			56 772 087	52 885 583
Dotations d'exploitation	sur immobilisations	Dotations aux amortissements	111 681 695	103 308 400
		Dotations aux provisions	0	0
	Sur actif circulant : dotations aux provisions		11 367 055	8 071 966
	Pour risques et charges : dotations aux provisions		5 449 010	660 663
Autres charges			5 904 882	5 916 620
Total des charges d'exploitation (II)			709 883 810	657 125 724
RÉSULTAT D'EXPLOITATION			207 013 370	170 388 706
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)			0	0
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)			0	0
Produits financiers de participations			30 807 388	816 408
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			0	0
Autres intérêts et produits assimilés			22 855 214	8 079 884
Reprises sur provisions et transferts de charges			75 533 333	7 612 186
Différences positives de change			3 191 877	3 287 680
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			0	0
Total des produits financiers (V)			132 387 813	19 796 158
Dotations financières aux amortissements et provisions			1 646 164	38 036 185
Intérêts et charges assimilées			52 961 571	27 366 578
Différences négatives de change			3 122 426	3 790 807
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			0	0
Total des charges financières (VI)			57 730 161	69 193 570
RÉSULTAT FINANCIER			74 657 652	-49 397 412
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV+V-VI)			281 671 021	120 991 294

Compte de résultat (suite) (en euros)

COMPTE DE RESULTAT (suite)	Exercice 2023	Exercice 2022
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	2 142 758	1 874 913
Produits exceptionnels sur opérations en capital	934 001	13 545 521
Reprises sur provisions et transferts de charges	52 759 452	57 932 118
Total des produits exceptionnels (VII)	55 836 212	73 352 552
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	1 923 913	870 460
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	54 968	17 547 959
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	68 889 461	58 460 380
Total des charges exceptionnelles (VIII)	70 868 342	76 878 799
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII -VIII)	-15 032 130	-3 526 247
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)	11 507 248	11 763 303
Impôts sur les bénéfices (X)	40 707 655	36 296 748
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	1 105 121 204	920 663 148
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	890 697 216	851 258 150
BÉNÉFICE OU PERTE (total des produits - total des charges)	214 423 988	69 404 998

ANNEXES AUX COMPTES ANNUELS

M.A.J.

Activité de la société

Location et location-bail d'autres biens personnels et domestiques

Faits caractéristiques de l'exercice

Les comptes de l'exercice ci-après couvrent la période du 1er janvier au 31 décembre 2023 soit une durée de 12 mois et dégagent un résultat net de 214 423 988 euros.

Ils sont présentés en euros sauf indication contraire.

La performance de l'année 2023 a été marquée par une croissance forte tirée par une hausse des prix dans un contexte inflationniste.

Le groupe Elis a conclu en date du 12 juin 2023 un programme de cession de créances commerciales en France, sous forme de titrisation pour une durée de 5 ans (voir section "engagements hors bilan" de l'annexe).

Participations financières : nouvelles acquisitions et souscription à augmentation de capital

Acquisition de la société SOS Termites (Gironde) pour un montant de 688 kEUR.

Souscription à une augmentation de capital de Elis Chile pour un montant de 706 kEUR

Souscription à des augmentations de capital de Elis Colombia pour un montant global de 3 149 kEUR

Cessions d'éléments d'actif

Néant

Evénements significatifs postérieurs à la clôture de l'exercice

A la date d'arrêté des états financiers, il n'y a pas eu d'événements postérieurs au 31 décembre 2023 susceptibles d'avoir un impact sur la situation financière de la société.

Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels sont établis conformément aux règles et principes comptables généralement admis en France selon les dispositions du Plan Comptable Général (Règlement ANC 2014-03 relatif au PCG).

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices, et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Changement de méthodes comptables

Néant.

Changement d'estimations ou de modalités d'application

Les engagements d'Elis en matière d'avantages à long terme accordés à ses salariés français au titre des indemnités de départ à la retraite ont été réévalués pour tenir compte de la promulgation le 14 avril 2023 d'une loi qui, notamment, repousse progressivement de 62 à 64 ans l'âge légal de départ à la retraite en France.

Cette réforme se traduit, par rapport aux valeurs comptabilisées au 31 décembre 2022, par une diminution de l'engagement au titre des indemnités de départ à la retraite à verser aux salariés.

S'agissant de la réévaluation de services rendus par les membres du personnel au cours de périodes antérieures au présent exercice, ce produit a été enregistré dans les "produits exceptionnels".

Cette réforme n'a pas d'impact sur les autres régimes d'avantages à long terme consentis aux salariés.

Opérations commerciales en devises

Les charges et les produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération. Les dettes, créances et disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur à la clôture de l'exercice.

La différence résultant de l'actualisation des dettes et des créances en devises à la fin de l'exercice est portée au bilan en "écart de conversion".

Les pertes latentes de change non compensées par une couverture font l'objet d'une provision pour risques.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les créances sont dépréciées par voie de provision afin de tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu.

Provisions réglementées

Les provisions réglementées figurant au bilan sont détaillées sur l'état des provisions et font partie des capitaux propres au bilan. Elles sont de nature fiscale et correspondent à la provision pour amortissements dérogatoires calculée selon la réglementation fiscale française, égale à la différence entre :

- les amortissements calculés sur les durées d'usage en vigueur jusqu'à la date de première application du Règlement CRC n°2002-10, en utilisant le mode dégressif pour les biens éligibles ou à défaut le mode linéaire ;
- les amortissements économiques comptabilisés via le résultat d'exploitation en diminution de l'actif selon les principes décrits ci-après, à la section "Immobilisations corporelles et incorporelles".

Les dotations ou reprises d'amortissements dérogatoires sont portées en résultat exceptionnel de l'exercice.

Stocks

Les stocks sont évalués suivant la méthode du coût unitaire moyen pondéré. La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires à l'exception de toute valeur ajoutée.

- Matières premières et marchandises

Les stocks qui correspondent à des matières premières, des matières consommables et des pièces détachées sont évalués au coût d'achat et sont à rotation rapide.

- Dépréciation des stocks

Une dépréciation du stock est constituée si la valeur de réalisation nette devient inférieure au coût des articles stockés.

Engagements de retraite

Les indemnités de départ en retraite du personnel font l'objet de provisions calculées et comptabilisées conformément à la méthode 2 de la Recommandation n°2013-02 du 7/11/2013 de l'ANC.

L'entreprise constitue une provision pour les indemnités de fin de carrière (IFC) du personnel, la législation prévoyant que des indemnités soient versés aux salariés au moment de leur départ en retraite, en fonction de leur ancienneté et de leur salaire à l'âge de la retraite. Le coût actuariel des engagements est pris en charge chaque année pendant la durée de vie active des salariés.

Les variations d'engagements de retraites résultant de changements d'hypothèses actuarielles ou de régime survenant au cours de l'exercice sont portées directement au résultat exceptionnel : les provisions comptabilisées à la clôture sont donc égales à l'engagement actuariel déterminé selon la norme IAS 19 révisée.

L'engagement de retraite est calculé selon la méthode des unités de crédits projetés :

- Taux d'actualisation : 3,1%
- Taux d'évolution des rémunérations : Inflation + 0 à 6% selon catégories et tranches d'âge

Les versements de gratifications liées à l'ancienneté ("Médaille du Travail") font également l'objet de provisions calculées conformément aux pratiques de la société, sur base d'hypothèses statistiques et d'actualisation. La variation de ces provisions au cours de l'exercice est directement portée au compte de résultat, sans répartition.

Régime chapeau fermé

La société enregistre par ailleurs une dette sociale au titre des engagements de retraite pris envers une catégorie de cadres supérieurs définie lors de l'assemblée générale ordinaire du 10 décembre 1981.

Informations relatives au bilan

M.A.J.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Principes comptables :

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition comprenant les frais annexes engagés pour leur mise en état d'utilisation, à l'exception de certains frais accessoires (droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes) qui sont portés en charges de l'exercice.

Certaines immobilisations ont fait l'objet d'une réévaluation (immobilisations acquises avant le 31 décembre 1976) ou ont été comptabilisées à leur valeur d'apport lorsqu'elles proviennent de certaines sociétés absorbées.

La base amortissable des immobilisations est égale au coût d'acquisition diminué de leur valeur résiduelle au terme de leur utilisation, nulle le plus souvent.

Les amortissements des immobilisations sont calculés linéairement sur la durée d'usage prévue des immobilisations ou de leurs composantes. L'identification de composantes et leur amortissement sur des durées différentes de celles de la structure est pratiquée pour les constructions. Les conditions d'usage des autres types d'immobilisations ne rendent pas nécessaire l'identification préalable de composantes, sauf en cas de panne accidentelle conduisant au remplacement d'éléments significatifs indispensables au fonctionnement de l'immobilisation concernée.

Les durées d'amortissements pratiquées par la société antérieurement au premier exercice d'application du Règlement CRC n°2002-10 ont été maintenues pour le calcul d'amortissements dérogatoires, selon les règles présentées plus bas.

Les amortissements sont calculés suivant la durée de vie prévue.

Les taux les plus couramment pratiqués sont les suivants (L = linéaire ; D = dégressif) :

Immobilisations incorporelles	Amortissements	Amort fiscalement pratiqués
Fonds de commerce		Néant (1)
Dessins		3 ans L
ERP		15 ans L
Logiciels	5 ans L	12 mois L ou charges
Logiciels de production	10 ans L	5 ans L

(1) les fonds de commerce acquis jusqu'au 31 janvier 1997 ont fait l'objet d'un amortissement linéaire sur 5 ans. Ceux acquis après cette date sont inscrits au bilan pour leur coût d'acquisition et ne font plus l'objet d'amortissement mais, le cas échéant, de dépréciation.
Les groupes d'actifs auxquels est affecté un fonds de commerce non amorti sont testés au moins une fois par an selon la même méthode d'évaluation que celle utilisée pour les titres de participation : lorsque la valeur actuelle du groupe d'actifs est inférieure à sa valeur nette comptable, une dépréciation est constatée.

Immobilisations corporelles	Amortissements	Amort fiscalement pratiqués
Bâtiments		
Enveloppe (structure, façade, toiture)		50 ans L
Agencements (menuiseries, cloisons, revêtements)		10 ans L
Matériels et outillages		
Matériels de production	10, 15 ou 30 ans L	5 ou 10 ans D
Matériel de transport	4, 6 ou 8 ans L	4 ans L
Matériel et mobilier de bureau		5 ou 10 ans L
Matériel informatique		5 ans L
Articles textiles		
Linge plat	3 ans (moyenne) L	1,5 ans D
Vêtements de travail	3,25 ans (moyenne) L	1,5 ans D
Bobines essuie-main	4 ans L	1,5 ans D
Tapis	4 ans L	2 ans L
Autres articles loués		
Appareils sanitaires, distribution de boissons,...	2, 4 ou 5 ans L	1 ou 2 ans L

Immobilisations - mouvements (en euros)

Cadre A	IMMOBILISATIONS	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations		
			Réévaluation	Acqu. et apports	
	Frais d'établissement et de développement (I)	2 100	0	0	
	Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)	83 655 450	0	4 188	
	Terrains	10 820 475	0	0	
Constructions	Sur sol propre	44 779 056	0	50 843	
	Sur sol d'autrui	41 446 998	0	3 048 407	
	Installations générales, agencements et aménagements des constructions	59 555 956	0	876 979	
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	293 564 796	0	6 701 225	
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements divers	0	0	0	
	Matériel de transport	49 988 404	0	76 728	
	Matériel de bureau et mobilier informatique	25 634 273	0	1 424 975	
	Emballages récupérables et divers	285 058 825	0	105 473 096	
	Immobilisations corporelles en cours	28 802 168	0	30 863 273	
	Avances et acomptes	1 123 974	0	60 424	
	TOTAL (III)	840 774 925	0	148 575 951	
Cadre B	IMMOBILISATIONS	Diminutions		Valeur brute à la fin de l'exercice	Réévaluation
		Virement	Cession		Valeur d'origine
	Frais d'établissement et de développement (I)	0	0	2 100	0
	Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)	70 913	38 320	83 550 405	0
	Terrains	0	0	10 820 475	0
Constructions	Sur sol propre	-42 737	195 135	44 677 501	0
	Sur sol d'autrui	-3 433 688	90 578	47 838 515	0
	Installations générales, agencements et aménagements des constructions	-469 569	38 454	60 864 051	0
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	-8 860 501	2 866 628	306 259 895	0
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements divers	0	0	0	0
	Matériel de transport	-31 265	3 372 605	46 723 793	0
	Matériel de bureau et mobilier informatique	-2 204 881	185 494	29 078 635	0
	Emballages récupérables et divers	-807 950	77 154 884	314 184 987	0
	Immobilisations corporelles en cours	15 779 678	0	43 885 763	0
	Avances et acomptes	0	126 533	1 057 865	0
	TOTAL (III)	-70 913	84 030 310	905 391 479	0

Les virements du poste immobilisations corporelles en cours vers les immobilisations corporelles correspondent aux mises en services des immobilisations concernées.

Éléments constitutifs du fonds commercial

Le fonds commercial se décompose de la manière suivante :

Chiffres exprimés en euros	Valeur fiscale	Montant Brut	Dépréciation	Valeur en fin d'exercice
1953 8 rue du GI Compans PANTIN	1 524	1 829	1 829	0
1957 17 av. E. Vaillant PANTIN	9 147	11 434	11 434	0
1961 5 rue du Débarcadère PANTIN	5 946	5 946	5 946	0
1978 21 rue de Baconnes BEZANNES	1 220	1 220	1 220	0
1986 Z.I. Est -A. Engachies- AUCH	76 225	76 225	76 225	0
1987 49 Bd Jean Jaurès NIMES	0	0	0	0
1987 7 rte de Morières AVIGNON	126 533	126 533	126 533	0
1987 15 av. du GI Delambre BEZONS	249 021	249 021	249 021	0
1987 20 rue des Cosmonautes CHOISY	40 856	40 856	40 856	0
1991 Droit de bail COIGNIERES	47 735	45 735	45 735	0
1992 Impasse Faye BORDEAUX	934 406	934 406	934 406	0
1992 133 bd de la Madeleine NICE	3 722 455	3 722 455	3 722 455	0
1994 BLEU DE FRANCE NICE	749 439	749 439	749 439	0
1995 ZI 33 4ème avenue VITROLLES	1 981 837	1 981 837	1 981 837	0
1996 3 rue de la Petite Chartreuse ROUEN	583 041	583 041	583 042	0
1987 TRAPPES	65 153	65 153	65 153	0
1987 PUTEAUX	137 204	137 204	137 204	0
1987 RIORGES	53 357	53 357	53 357	0
1988 SAULX	103 924	103 924	103 924	0
1988 GRENOBLE	42 686	42 686	42 686	0
1997 ST ETIENNE (Tartary)	1 234 837	1 234 837	0	1 234 837
2000 NOISY LE GRAND	1 829 388	1 829 388	0	1 829 388
2000 NICE CARROS (Prisme)	56 193	56 193	0	56 193
2000 NICE CARROS (Aquadis)	27 441	27 441	0	27 441
2001 CERGY PONTOISE(San'look)	335 388	335 388	0	335 388
2002 LOURDES (Bie des Pyrénées)	516 800	516 800	0	516 800
2002 REIMS (Arden tapis)	45 683	45 683	0	45 683
2002 CAPDENAC	128 000	128 000	0	128 000
2002 CARCASSONNE (Bie de l'Arnouze)	1 128 449	1 128 449	0	1 128 449
2002 REIMS (Tisserand)	3 354	3 354	0	3 354
2003 FdC EX-SNDI	23 439	23 439	0	23 439
2004 REIMS (Tisserand)	76 156	76 156	0	76 156
2004 BONDOUFLE (SANIGIENE)	1	1	0	1
2006 MAJ LE CANNET (BTL)	1 380 000	1 380 000	0	1 380 000
2006 MAJ LE CANNET (BELISA)	448 786	448 786	0	448 786
2006 MAJ LE CANNET (BAM)	1 180 160	1 180 160	0	1 180 160
2006 MAJ MENTON (BDR)	830 000	830 000	0	830 000
2007 PAU (BERROGAIN)	37 320	37 320	0	37 320
2008 NICE CARROS (BBB)	992 000	992 000	0	992 000
2009 BONDOUFLE (RDM)	12 196	12 196	0	12 196
2009 CHAMPS/Marne (CANNON HYGIENE)	1 184 282	1 184 282	0	1 184 282
2010 Rés'O	602 627	602 627	0	602 627
2010 MAJ EX ANAPURNA	21 150	21 150	0	21 150
2010 MAJ EX CGB	385 263	385 263	0	385 263
2010 AVIGNON EX-SNDI	160 000	160 000	0	160 000
2010 AVIGNON EX-SNDI	205 000	205 000	0	205 000
2013 TOULON SANARY	448 600	448 600	0	448 600
2014 BMC	643 271	643 271	0	643 271
2014 LOCALIANCE (POULARD)	452 774	452 774	0	452 774
2014 SARL SYNEX (POULARD)	22 867	22 867	0	22 867
2014 CCE LOCALIANCE MARS 1998 (Poul)	76 225	76 225	0	76 225
2014 MAISON DE BLANC BERROGAIN (Poul)	21 124	21 124	0	21 124
2014 MHD (POLE SERV)	169 561	169 561	0	169 561
2014 O SERVICES (POLE SERV)	150 780	150 780	0	150 780
2014 NESTLE (POLE SERV)	179 507	179 507	0	179 507
2014 NESTLE TOULOUSE (POLE SERV)	129 351	129 351	0	129 351
2014 PUREFLOW PLAN WATE (POLE SERV)	4 040	4 040	0	4 040
2015 DISTRICLEAN (TUP)	103 000	103 000	0	103 000
2015 H+2 (TUP DISTRICLEAN)	90 000	90 000	0	90 000
2015 HYTOP	1 840 380	1 840 380	0	1 840 380
2015 TRAITEMENT SERVICES PLUS	465 832	465 832	0	465 832
2015 GRAND BLANC	117 700	117 700	0	117 700
1995 SAINT OUEN L'AUMONE (STE BATAILLE ET MILLET)	121 959	121 959	121 959	0
2017 BLANCHISSERIE DES GAVES	580 949	580 949	0	580 949
1993 Droit de bail COLLEGIEN	7 622	7 622	0	7 622
1993 Promesse vente COLLEGIEN	150 925	150 925	0	150 925
Suite fusion-absorption des sociétés GRENELLE SERVICE et LOVETRA :				
1987 Grenelle service	1 372 041	1 372 041	1372041	0
1993 Persan (Blanchisserie-Teinturerie Services)	142 921	1 209 165	1209165	0
1993 01/01/1993 Orgenoy (Druhen Location-Services)	131 106	491 938	491938	0

1993 01/01/1993 Sens (Senonaise de Location-Services)	134 548	517 671	517671	0
1994 01/01/1994 Persan (Sonil)	0	586 929	586 929	0
1994 01/01/1994 Le Perreux (Grande Blanchisserie du Perreux)	0	586 929	586 929	0
1998 01/02/1998 Brétigny (Blanchisserie Simon)	0	2 340 321	0	2 340 321
2000 01/02/2000 Brétigny (Simon Métropole)	0	2 825 764	0	2 825 764
2004 01/03/2004 Bondoufle (Localinge Paris Sud)	0	3 485 875	0	3 485 875
2006 01/09/2006 Villiers le Bel (Blanchisserie Méa)	0	1 100 000	0	1 100 000
2018 Big Bang Nice	0	325 415	0	325 415
2018 Big Bang	0	176 397	0	176 397
2018 Big Bang Decines	0	72 754	0	72 754
Suite fusion-absorption des sociétés Berrogain et Blanchisserie prof. D'aquitaine :				
2015 Blanchisserie Le Grand Blanc (La Brède)	0	671 542	0	671 542
2012 Clientèle Berrogain	86000	86 000	0	86 000
Suite TUP société Blanchisserie Sud Aquitaine :				
2011 Rachat clientèle BDO	0	13 697	0	13 697
2012 Blanchisserie Océan	0	20 303	0	20 303
2021 Blanc Express	0	125 000	0	125 000
2022 Leasilinge	0	810 262	0	810 262
2022 Sirep	0	340 453	0	340 453
TOTAL	29 418 705	44 711 136	13 818 934	30 892 203

Amortissements (en euros)

Cadre A		SITUATION ET MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE					
Immobilisations amortissables		Début d'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice		
Frais d'établissement et de développement (I)		2 100	0	0	2 100		
Fonds commercial		13 818 932	0	0	13 818 932		
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)		3 931 241	129 640	38 320	4 022 561		
TOTAL (I)		17 752 274	129 640	38 320	17 843 594		
Terrains		0	0	0	0		
Constructions	Sur sol propre	21 760 290	828 177	195 135	22 393 332		
	Sur sol d'autrui	30 506 389	2 294 042	90 578	32 709 853		
	Installations générales, agencements	44 680 518	2 659 917	35 298	47 305 138		
Installations techniques, matériels et outillages		208 201 800	14 868 626	2 767 912	220 302 513		
Autres immo. corporelles	Installations générales, agencements divers	0	0	0	0		
	Matériel de transport	47 283 943	1 448 638	3 375 761	45 356 820		
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	19 760 498	1 851 951	185 494	21 426 955		
	Emballages récupérables et divers	134 361 604	87 600 703	77 154 884	144 807 424		
TOTAL (II)		506 555 042	111 552 055	83 805 061	534 302 036		
TOTAL GENERAL (I + II)		524 307 315	111 681 695	83 843 381	552 145 630		
Cadre B		VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES					
Immos	DOTATIONS			REPRISES			Fin de l'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exceptionnel	
Frais étab	0	0	0	0	0	0	0
Fonds comm.	0	0	0	0	0	0	0
Autres	2 971	0	0	115 028	0	0	-112 058
TOTAL (I)	2 971	0	0	115 028	0	0	0
Terrains	0	0	0	0	0	0	0
Constructions :							
sol propre	341 111	0	0	160 678	0	0	180 433
sol autrui	84 278	0	0	377 435	0	0	-293 158
install.	4 479	0	0	190 062	0	0	-185 583
Autres immobilisations :							
Inst. techn.	8 470 874	0	0	9 172 911	0	0	-702 037
Inst gén.	0	0	0	0	0	0	0
M. Transport	11 232	0	0	1 344 952	0	0	-1 333 720
Mat bureau.	883 722	0	0	604 035	0	0	279 687
Emball.	55 289 522	0	0	40 047 076	0	0	15 242 446
TOTAL (II)	65 085 217	0	0	51 897 148	0	0	13 188 069
Acquis. de titres	0			0			0
TOTAL	0	0	0	52 012 177	0	0	13 076 011
Cadre C		Début de l'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice		
Frais d'émission d'emprunt à évaluer		0	0	0	0		
Primes de remboursement des obligations		0	0	0	0		

Immobilisations financières (en euros)

Principes comptables :

La valeur brute des participations et des autres titres est constituée par le coût d'achat y compris frais accessoires depuis la première application de l'avis n°2007-C du Comité d'Urgence du CNC du 15 Juin 2007 (antérieurement les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes étaient portés en charges de l'exercice). Un amortissement dérogatoire sur 5 ans de ces frais est ensuite pratiqué.

A la clôture de l'exercice, une dépréciation est constituée lorsque la valeur d'utilité est inférieure à la valeur nette comptable. La valeur d'utilité, pour une participation donnée, est déterminée en fonction de sa contribution à l'actif net consolidé, de sa rentabilité et de ses perspectives d'avenir. Lorsque la valeur nette comptable des titres de participation est supérieure à la contribution à l'actif net consolidé, la valeur nette comptable de la participation est comparée avec une valeur d'utilité habituellement basée sur des multiples d'indicateurs économiques (EBITDA et EBIT), déduction faite de l'endettement net de la participation concernée.

L'évaluation par les multiples étant difficile à mettre en œuvre depuis la crise liée au coronavirus, la Société a privilégié au 31/12/2023, l'évaluation par la méthode des flux de trésorerie actualisés, telle que réalisée pour les besoins des comptes consolidés du groupe Elis.

Lorsque les titres de participations et les créances rattachées à des participations ont une valeur d'inventaire inférieure à leur valeur comptable, une dépréciation des titres de participation est d'abord comptabilisée avant de procéder à la dépréciation des créances rattachées.

Cadre A	IMMOBILISATIONS	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations		
			Réévaluation	Acqu. et apports	
	Participations évaluées par mise en équivalence	0	0	0	
	Autres participations	1 506 623 177	0	4 543 070	
	Autres titres immobilisés	4 008	0	0	
	Prêts et autres immobilisations financières	1 748 248	0	64 928 138	
	TOTAL	1 508 375 433	0	69 471 208	
Cadre B	IMMOBILISATIONS	Diminutions		Valeur brute à la fin de l'exercice	Réévaluation Valeur d'origine
		Virement	Cession		
	Participations évaluées par mise en équivalence	0	0	0	0
	Autres participations	0	0	1 511 166 247	0
	Autres titres immobilisés	0	0	4 008	0
	Prêts et autres immobilisations financières	0	138 540	66 537 846	0
	TOTAL	0	138 540	1 577 708 101	0

Valeur nette des immobilisations financières au 31/12/23

Immobilisations	Valeur brute en fin d'exercice	Dépréciations	Valeur nette en fin d'exercice
Autres participations	1 511 166 247	168 842 272	1 342 323 975
Autres titres immobilisés	4 008	1 244	2 764
Prêts et autres immobilisations financière	66 537 846	1 485 376	65 052 470
TOTAL	1 577 708 101	170 328 892	1 407 379 209

TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS (Valeurs en K€)

Filiales et participations		capital	Capitaux propres hors capital et résultat	Quote-part du capital détenu (%)	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Montant cautions et avals donnés par la société	C.A. H.T. du dernier exercice écoulé	Résultats du dernier exercice écoulé	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
					Brute	Nette					
		K EUR	K EUR		EUR	EUR	K EUR	EN KEUR	K EUR	K EUR	K EUR
A. Renseignements détaillés concernant les participations dont la valeur d'inventaire est > à 1% du capital de MAJ											
1. Filiales (+50% du capital détenu par MAJ)											
ELIS SERVICES - Saint-Cloud (92) - 693 001 091	1	16 000	88 430	100,00	20 956 581,75	20 956 581,75	10 709	69	467 215	-808	
LE JACQUARD FRANCAIS - Gérardmer (88) - 505 480 137	1	10 877	-567	100,00	16 117 398,62	10 805 000,00	129		12 749	-645	
LES LAVANDIERES - Avriillé (49) - 062 201 009	1	449	186 417	100,00	7 021 068,73	7 021 068,73		163	213 020	24 674	
REGIONALE DE LOCATION ET SERVICES TEXTILES - Marcq en Baroeul (59) 885 581 033	1	243	52 243	100,00	3 801 022,23	3 801 022,23		63	79 403	8 099	
PIERRETTE-TBA- Matzeville (54) - 306 042 268	1	365	223 217	99,96	164 812 069,81	164 812 069,81			67 553	5 238	
PRO SERVICES ENVIRONNEMENT - Rochetoirin (38) - 437 754 443	1	8	3 091	100,00	3 153 657,45	3 153 657,45	4 486		3 436	832	
ELIS PREVENTION NUISIBLES - Bobigny (93) - 389 530 643	1	9 110	-1 162	100,00	13 503 909,35	13 503 909,35			8 611	680	
BLANCHISSERIE BLEISOISE - La Chaussée St Victor (41) - 310 939 947	1	1 856	1 222	100,00	16 713 320,33	9 090 000,00			17 117	-462	
SCI LES GAILLETROUS - La Chaussée St Victor (41) - 343 888 186	1	15	1 367	99,90	2 597 400,00	2 597 400,00	726		725	426	
ELIS BELGIUM SA (Belgique)	1	8 496	13 539	99,99	9 028 086,43	9 028 086,43	25 885		34 507	284	
ELIS MANOMATIC SA (Espagne)	1	263 935	55 750	100,00	305 066 349,91	305 066 349,91	21 978		252 434	24 511	
S.P.A.S.T. Ltda (Portugal)	1	1 400	25 660	100,00	13 409 955,00	13 409 955,00		300	75 044	8 760	
ELIS ITALIA S.p.A. (Italie)	1	22 000	12 564	99,38	62 212 186,46	62 212 186,46	1 865		41 423	2 968	
ELIS (SUISSE) S.A. (Suisse)	1	KCHF 30 000	KCHF 29 123	100,00	83 104 905,43	83 104 905,43			KCHF 101 735	KCHF 6 811	
ATMOSFERA GESTAO Ltda (Brésil)	1	KBRL 2 285 403	KBRL 187 675	99,99	694 140 024,77	538 235 000,00			KBRL 644 383	KBRL 105 449	
ELIS CHILE SpA (Chili)	2	KCLP 22 495 734	KCLP 8 091 377	100,00	27 434 785,71	27 434 785,71			0	KCLP 2 857 210	
ELIS COLOMBIA (Colombie)	1	KCOP 2 285 463	KCOP 158 449 856	100,00	44 397 235,52	44 397 235,52			KCOP 70 069 872	KCOP 5 594 762	
ELIS HUNGARY Kft (Hongrie)	1	KHUF 3 000	KHUF 1 094 000	100,00	2 153 899,00	2 153 899,00			KHUF 1 392 933	KHUF 125 000	
ELIS TEXTIL SERVIS Sro (République Tchèque)	1	KCZK 254 565	KCZK 83 740	100,00	17 875 000,00	17 875 000,00			KCZK 383 727	KCZK 47 934	
2. Participations (10 à 50% du capital détenu par MAJ)											
B. Renseignements globaux concernant les autres filiales ou participations.											
Au 31/12/2023											
1. Filiales non reprises au § A											
a. Filiales françaises (ensemble)											
b. Filiales étrangères (ensemble)											
2. Participations non reprises au § A											
a. Dans des sociétés françaises (ensemble)											
b. Dans des sociétés étrangères (ensemble)											
					1 400 685,13	1 400 685,13	513				
					1 676 410,83	1 676 410,83					
					2 054,40	526,00					
					2,54	2,54					
					1 EUR = 0,86905 GBP						
					1 EUR = 0,92600 CHF						
					1 EUR = 5,36180 BRL						
					1 EUR = 968,3812 CLP						
					1 EUR = 4296,475 COP						
					1 EUR = 382,800 HUF						
					1 EUR = 24,7240 CZK						
TOTAL DU POSTE DU BILAN "PARTICIPATIONS"					1 510 578 009,40	1 341 735 737,28					

1 : Exercice clos le 31.12.2023

2. Exercice clos le 31.12.2022

État des échéances des créances et des dettes (en euros)

Cadre A		Etat des créances	Montant brut	À un an au plus	À plus d'un an	
		Créances rattachées à des participations	0	0	0	
		Prêts	24 312	24 312	0	
		Autres immobilisations financières	66 513 534	66 513 534	0	
		TOTAL DES CREANCES LIEES A L'ACTIF IMMOBILISE	66 537 846	66 537 846	0	
		Clients douteux ou litigieux	13 189 338	13 189 338	0	
		Autres créances clients	30 098 683	30 098 683	0	
		Créances représentatives de titres prêtés	0	0	0	
		Personnel et comptes rattachés	69 425	69 425	0	
		Sécurité sociale et autres organismes sociaux	0	0	0	
État et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices	0	0	0	0	
	Taxe sur la valeur ajoutée	7 830 334	7 830 334	0	0	
	Autres impôts	0	0	0	0	
	Etat - divers	2 985 280	2 985 280	0	0	
		Groupes et associés	457 408 426	457 408 426	0	
		Débiteurs divers	1 370 278	1 370 278	0	
		TOTAL CREANCES LIEES A L'ACTIF CIRCULANT	512 951 764	512 951 764	0	
		Charges constatées d'avance	4 203 259	4 203 259	0	
		TOTAL DES CREANCES	583 692 869	583 692 869	0	
		Prêts accordés en cours d'exercice	161 232			
		Remboursements obtenus en cours d'exercice	138 540			
		Prêts et avances consentis aux associés	0			
Cadre B	Etat des dettes		Montant brut	À un an au plus	À plus d'un an et moins de cinq ans	À plus de cinq ans
		Emprunts obligataires convertibles	0	0	0	0
		Autres emprunts obligataires	0	0	0	0
		Emprunts auprès des établissements de crédits moins de 1 an à l'origine	122 063 022	122 063 022	0	0
		Emprunts auprès des établissements de crédits plus de 1 an à l'origine	0	0	0	0
		Emprunts et dettes financières divers	1 112 680 037	380 204 365	4 851 747	727 623 925
		Fournisseurs et comptes rattachés	79 578 525	79 578 525	0	0
		Personnel et comptes rattachés	37 702 993	37 702 993	0	0
		Sécurité sociale et autres organismes sociaux	17 124 977	17 124 977	0	0
État et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices	0	0	0	0	0
	Taxe sur la valeur ajoutée	36 698 481	36 698 481	0	0	0
	Obligations cautionnées	0	0	0	0	0
	Autres impôts	11 284 840	11 284 840	0	0	0
		Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	20 419 279	20 419 279	0	0
		Groupes et associés	0	0	0	0
		Autres dettes	3 159 806	3 159 806	0	0
		Dettes représentatives de titres empruntés	0	0	0	0
		Produits constatés d'avance	37 393 652	37 393 652	0	0
		TOTAL DES DETTES	1 478 105 612	745 629 940	4 851 747	727 623 925
		Emprunts souscrits en cours d'exercice	183 355 509	Emprunts auprès des associés personnes physiques		0
		Emprunts remboursés en cours d'exercice	0			

Les emprunts auprès des établissements de crédits comprennent les opérations de titrisation pour un montant de 121 296 438 €

Charges à payer

Charges à payer	Au 31/12/2023
Emprunts obligataires convertibles	0
Autres emprunts obligataires	0
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	0
Emprunts et dettes financières divers	0
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	42 533 154
Dettes fiscales et sociales	51 775 145
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	3 862 916
Autres dettes	2 920 353
Total	101 091 568

Produits à recevoir

	Au 31/12/2023
Créances rattachées à des participations	0
Autres immobilisations financières	0
Créances clients et comptes rattachés	1 086 741
Personnel et comptes rattachés	0
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	0
État et autres collectivités publiques	1 302 634
Autres créances	1 211 717
Disponibilités	0
Total	3 601 093

Charges constatées d'avance

Charges constatées d'avance	Exploitation	Financier	Exceptionnel
CCA -MATIERES & FOUR	44 050		
CCA-LOYERS IMMEUBLES	375 340		
CCA-LOYERS PLANON	2 676 123		
CCA-ENTRETIEN	19 318		
CCA-PRIMES D'ASSURAN	510 560		
CCA-AUTRES SERV EXTE	366 967		
CCA-IMPOTS&TAXES HOR	76 340		
CCA-DIVERSES COURANT	134 562		
TOTAL	4 203 259	0	0

Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance reflètent la facturation de services qui seront principalement réalisés le mois suivant la fin de l'exercice.

Produits constatés d'avance	Exploitation	Financier	Exceptionnel
PROD D'AV-PRESTATION	32 461 307		
PROD D'AV-PRESTATION	4 663 775		
PROD D'AV-DIVERS COU	268 570		
TOTAL	37 393 652	0	0

Nature, montant et traitement comptable des écarts de conversion

	Écarts Actif				Écarts Passif
	Total	Compensés par une couverture de change ou position globale de change	Provisions pour risques	Net	Total
Clients et comptes rattachés	0	0		0	0
Emprunts obligataires	0	0		0	0
Comptes courants financiers	820 269	813 105	7 164	0	24 169
Fournisseurs	0	0		0	0
Total	820 269	813 105	7 164	0	24 169

Nombre et valeur nominale des composants du capital social

	Nombre au début de l'exercice	Créés au cours de l'exercice	Remboursés au cours de l'exercice	Nombre au 31/12/2023	Valeur nominale
Actions ordinaires	8 907 213			8 907 213	16
Parts sociales				0	
Total	8 907 213	0	0	8 907 213	

Variation des capitaux propres

	Capitaux propres
Au 31/12/2022	863 353 049
Dividendes versés	-110 004 081
Affectation à la réserve légale	
Report à nouveau	
Augmentation de capital	
Prime d'émission	
Résultat de l'exercice	214 423 988
Variation des subventions d'investissement	-29 082
Quote-part des subventions d'investissement virées au compte de résultat	
Variation des provisions réglementées (amortissements dérogatoires,...)	13 076 011
Au 31/12/2023	980 819 885

Le montant total de dividendes versés est de 110 004 081€

Il provient pour 69 404 998€ du résultat 2022 affecté en autres réserves et pour 40 599 083€ des autres réserves

Provisions inscrites au Bilan (en euros)

Nature des provisions	Début de l'exercice	Dotations	Reprises	Fin de l'exercice
Provisions gisements miniers et pétroliers	0	0	0	0
Provisions investissements	0	0	0	0
Provisions pour hausse des prix	0	0	0	0
Amortissements dérogatoires	172 240 022	65 088 188	52 012 177	185 316 033
- Dont majorations exceptionnelles de 30%	0	0	0	0
Provisions implantation étranger avant 1.1.1992	0	0	0	0
Provisions implantation étranger après 1.1.1992	0	0	0	0
Provisions pour prêts d'installation	0	0	0	0
Autres provisions réglementées	0	0	0	0
TOTAL (I)	172 240 022	65 088 188	52 012 177	185 316 033
Provisions pour litige	959 644	4 913 290	552 555	5 320 379
Provisions pour garanties	0	0	0	0
Provisions pour pertes sur marchés à terme	0	0	0	0
Provisions pour amendes et pénalités	0	0	0	0
Provisions pour perte de marché à terme	243 252	7 164	0	250 416
Provisions pour pensions	15 884 233	1 383 221	392 670	16 874 784
Provisions pour impôts	0	0	0	0
Provisions pour renouvellement des immobilisations	0	0	0	0
Provisions pour gros entretien	0	0	0	0
Provisions pour charges soc et fisc sur congés à payer	0	0	0	0
Autres provisions pour risques et charges	10 078 080	3 037 346	409 991	12 705 435
TOTAL (II)	27 165 209	9 341 021	1 355 216	35 151 014
Provisions sur immos incorporelles	0	0	0	0
Provisions sur immos corporelles	0	0	0	0
Provisions sur titres mis en équivalence	0	0	0	0
Provisions sur titres de participations	242 736 605	1 639 000	75 533 333	168 842 272
Provisions sur autres immobilisations financières	1 244	1 485 376	0	1 486 621
Provisions sur stocks	0	0	0	0
Provisions sur comptes clients	10 903 203	9 798 107	10 545 184	10 156 126
Autres provisions pour dépréciations	0	0	0	0
TOTAL (III)	253 641 052	12 922 483	86 078 517	180 485 018
TOTAL GENERAL (I + II + III)	453 046 284	87 351 692	139 445 910	400 952 065
Dont dotations et reprises d'exploitation		16 816 065	11 153 125	
Dont dotations et reprises financières		1 646 164	75 533 333	
Dont dotations et reprises exceptionnelles		68 889 461	52 759 452	
dépréciations des titres mis en équivalence				0

Les autres provisions comprennent principalement les provisions pour environnement qui sont évaluées sur la base d'un rapport d'expert et de l'expérience de la société en la matière. Elles représentent le montant brut, non actualisé, des études et travaux de remise en état qui devront être supportés afin de respecter ses obligations environnementales. Elles concernent des sites ou des catégories de travaux dont la réalisation devra être entreprise dans un délai prévisible.

Informations relatives au compte de résultat

M.A.J.

Ventilation du chiffre d'affaires

Ventilation du chiffre d'affaires	Au 31/12/2023	Au 31/12/2022	Variation
Répartition par secteur d'activité			
Ventes de marchandises	1 429 619	1 722 767	-17%
Production vendue biens	0	0	0%
Production vendue services	841 278 039	759 625 501	11%
Répartition par marché géographique			
Chiffres d'affaires nets-France	841 416 329	760 916 799	11%
Chiffres d'affaires nets-Export	1 291 329	431 469	199%
TOTAL	842 707 658	761 348 268	

Transferts de charges

Transferts de charges	Au 31/12/2023
Transferts de charges d'exploitation	5 204 694
Transferts de charges financières	0
Transferts de charges exceptionnelles	0
TOTAL	5 204 694

Résultat exceptionnel

Résultat exceptionnel	Au 31/12/2023
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	2 142 758
Produits exceptionnels sur opérations en capital	934 001
Reprises des amortissements dérogatoires	52 012 177
Reprises exceptionnelles de provisions pour retraite	369 082
Reprises sur provisions restructuration	
Reprises sur provisions dépollution	378 193
Reprises sur provisions liées aux cessions de sites	
Reprises sur provisions pour litiges	
Reprises sur autres provisions exceptionnelles	
Transferts de charges	
Total des produits exceptionnels	55 836 212
Charges exceptionnelles de restructuration	1 173 231
Charges exceptionnelles de dépollution	378 193
Coûts informatiques non capitalisables	
Charges exceptionnelles liées aux cessions de sites	
Charges exceptionnelles liées à des litiges	
Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion	372 489
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	54 968
Amortissement exceptionnel des immobilisations	
Dotations aux amortissements dérogatoires	65 088 188
Autres provisions réglementées	
Dotations exceptionnelles aux provisions pour retraite	811 073
Reprises sur provisions restructuration	
Dotations aux provisions dépollution	2 990 200
Dotations aux provisions liées aux cessions de sites	
Dotations aux provisions pour litiges	
Dotations pour autres provisions exceptionnelles	
Dépréciations exceptionnelles	
Total des charges exceptionnelles	70 868 342
Total	-15 032 130

Rémunérations allouées aux membres des organes de direction

Cette information n'est pas mentionnée dans la présente annexe car elle conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

Il est précisé par ailleurs qu'aucune rémunération n'est allouée au titre de la rémunération des administrateurs.

Honoraires des commissaires aux comptes

	31/12/2023
Honoraires afférents à la certification des comptes	93 631
Honoraires afférents aux services autres que la certification des comptes	
Total	93 631

Impôt sur les bénéfices

La société est membre d'un groupe d'intégration fiscale ayant pour société mère la société Elis SA à Saint-Cloud (92210).

Selon les termes de la convention d'intégration fiscale, la charge d'impôt supportée par la société est identique à celle qu'elle aurait supportée si elle avait été imposée séparément.

Impôts	Résultat avant impôt	Impôt
Résultat courant	281 671 021	46 810 357
Résultat exceptionnel	-15 032 130	-3 066 899
Participation des salariés	-11 507 248	-3 035 803
IS sur résultats antérieurs		0
Déficits imputés		0
TOTAL	255 131 643	40 707 655

L'impôt théorique relatif aux résultats courant et exceptionnel a été calculé en multipliant les résultats courants et exceptionnels comptables par le taux d'imposition corrigé des réintégrations et déductions fiscales des charges courantes et exceptionnelles, soit 25,81 %.

Fiscalité différée

Nature des différences	31/12/2023	31/12/2022
Bases d'accroissement de la dette future d'impôt		
Provisions réglementées	185 316 033	172 240 022
Subventions d'investissement	372 413	401 496
QP résultat fiscal - SCI et GIE	-779 192	-691 655
Plus-values à long terme en sursis d'imposition	-54 756 017	-54 756 017
Total bases d'accroissement de la dette future d'impôt	130 153 236	117 193 846
Total passif d'impôt futur (1)	-32 538 309	-29 298 462
Bases d'allègement de la dette future d'impôt		
Provision pour remise en état des sites	11 343 056	8 731 049
Provision pour restructuration		
Provisions pour retraites	16 874 784	18 366 789
Obligations similaires	2 619 616	
Participation des salariés	11 507 248	11 763 303
Contribution sociale de solidarité	1 389 297	1 208 150
Provisions sur comptes clients		1 581 002
Déficits reportables fiscalement		
Total bases d'allègement de la dette future d'impôt	43 734 001	41 650 293
Total actif d'impôt futur (1)	-10 933 500	-10 412 573
Situation nette	-43 471 809	-39 711 035

(1) Taux d'impôt :	25,00%	25,00%
Dont taux normal d'impôt sur les sociétés :	25,00%	25,00%
Contribution sociale additionnelle à l'impôt :	0,83%	0,83%

Informations diverses

M.A.J.

Effectifs

Effectif moyen employé	31/12/2023	31/12/2022
Cadres et ingénieurs	581	561
Agents de maîtrise	614	594
Employés et techniciens	552	548
Chauffeurs livreurs	1 575	1 559
Autres	4 043	4 043
TOTAL	7 365	7 305

Informations sur les parties liées

Toutes les transactions avec les parties liées concernent des transactions conclues à des conditions normales de marché.

Informations sur l'entité qui établit les états financiers consolidés

Les comptes de la société sont consolidés par la méthode de l'intégration globale dans les comptes consolidés de la société Elis SA.

Entité établissant les états financiers consolidés de l'ensemble le plus grand d'entités dont l'entité fait partie en tant qu'entité filiale	Elis SA
	Saint-Cloud (92210)
	SIRET 499668440 00039
	5 boulevard Louis Loucheur
Entité établissant les états financiers consolidés de l'ensemble le plus petit d'entités compris dans l'ensemble d'entités visé ci-dessus dont l'entité fait partie en tant qu'entité filiale	Elis SA
	Saint-Cloud (92210)
	SIRET 499668440 00039
	5 boulevard Louis Loucheur
Adresse à laquelle les états financiers consolidés peuvent être obtenus	https://fr.elis.com/sites/fr.elis.com/files/2024/03/06/Elis%20-%20Etats%20financiers%202023.pdf

Engagements hors bilan

Catégorie d'engagement (en milliers d'euros)	Total	< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans
Engagements donnés				
Liés au financement	727 623			727 623
Liés aux participations	0			
Liés aux prestations de services fournisseurs	0			
Liés à l'immobilier	0			
Total engagements donnés	727 623	0	0	727 623
Engagements reçus				
Liés au financement	0			
Liés aux participations	180		180	
Liés à l'immobilier	1 719			1 719
Dettes garanties diverses	8	8		
Total engagements reçus	1 907	8	180	1 719

Titrisation de créances

Le groupe Elis a conclu en date du 12 juin 2023 un programme de cession de créances commerciales en France, sous forme de titrisation pour une durée de 5 ans.

Dans le cadre de ce programme, la société a convenu de vendre, sur une base renouvelable, certaines de ses créances clients. Conformément aux dispositions du contrat, les filiales s'engagent à indemniser l'acheteur au cas où les créances cédées deviendraient irrécouvrables ou litigieuses. Par ailleurs, dans ces contrats, l'acheteur des créances, pour assurer son risque, ne finance qu'une partie des créances qui lui sont cédées, comme usuellement pratiqué dans le cadre de transactions commerciales similaires.

Au 31/12/2023, la société a cédé - 176 615 846 euros de créances, financées à hauteur de 111 848 940 euros. La différence est inscrite dans les dépôts de garantie pour 64 766 906 euros.

Description des engagements donnés significatifs :

Endettement :

En garantie des engagements souscrits par ELIS SA au titre d'un contrat de prêt intitulé Senior Facilities Agreement (900.000 K€) en date du 08/11/2021, ainsi que des emprunts obligataires Océane (380.000 K€) en date du 22/09/2022 et EMTN (2.200.000 K€) en date des 08/02/2018, 03/04/2019, 21/09/2021 et 24/05/2022, M.A.J. a consenti un cautionnement solidaire desdits engagements au profit du pool financier représenté par BNP Paribas à hauteur d'un montant global de 50.000 K€ au 31/12/2023.

En garantie des engagements souscrits par ELIS SA au titre d'obligations USPP libellées en euros (300.000 KEUR) et en dollars US (415.000 KUSD) en date des 24/04/2019, 01/06/2022 et 20/07/2023, M.A.J. a consenti un cautionnement solidaire desdits engagements au profit du pool financier représenté par BNP Paribas à hauteur d'un montant global de 677 623,9 K€ au 31/12/2023 ;

Description des engagements reçus significatifs :

Participations :

Engagement de garantie de passif par les vendeurs des titres de la société SoS Termites assorti de garanties bancaires à première demande, pour un montant total de 180 K€.

Immobilier :

Cautionnements solidaires et garanties à première demande consentis par la banque SG au profit de bailleurs de locaux loués par la société M.A.J. en garantie de paiement des loyers pour la durée du bail desdits locaux pour un montant global de 1 719K€

Néant